



Défendons les services publics de proximité ! Ils sont notre bien commun et notre richesse

Le Conseil Départemental de Seine-Maritime s'est engagé auprès de l'Etat à participer concrètement à la baisse des dépenses publiques, sans tenir compte de l'évolution des besoins de la population et des nécessaires investissements pour y répondre !

Pour y parvenir, une seule méthode : casser les services publics départementaux de proximité en supprimant des dizaines de postes, des missions d'accompagnement des usagers et en fermant des sites d'accueil en proximité et en privatisant des missions...

Ainsi, ce sont aujourd'hui les missions de santé publique qui sont particulièrement touchées avec la fin de la mission des Centre Gratuit d'Information, de Dépistage et de Diagnostic (CeGIDD), la suppression de plusieurs postes de puéricultrices en Protection Maternelle et Infantile et les postes d'Éducateurs de Jeunes Enfants.

Et c'est, aussi et encore, **les populations les plus fragiles** qui sont concernées par la fermeture de Centres Médico-Sociaux (CMS) et leur ouverture uniquement lors de permanences, la disparition des Référents Spécialisés Insertion qui accompagnaient les bénéficiaires du RSA, l'alourdissement des missions des assistants sociaux qui devront toujours faire plus avec moins de temps et de moyens ainsi que la privatisation de certaines missions de protection de l'enfance.

Nous dénonçons cette politique de casse des Services Publics qui s'inscrit pleinement dans les objectifs du gouvernement MACRON. Nous réaffirmons notre attachement à un service public de qualité pour permettre de répondre à tous, partout, et nous demandons :

- le maintien des effectifs en nombre suffisant pour répondre à tous les besoins,
- le maintien de tous les services de proximité,
- le maintien et le développement de toutes les missions nécessaires pour répondre aux besoins actuel et à venir.

Les services publics sont une véritable richesse ! Nous les utilisons à chaque instant de notre vie. Salariés du privé, du public, retraités, sans emploi, jeunes, lycéens et étudiants, les services publics sont notre bien commun !

	Nom / Prénom	LIEU	signature
1			
2			
3			
4			
5			
6			
7			
8			
9			
10			

11			
12			
13			
14			
15			
16			
17			
18			
19			
20			
21			
22			
23			
24			
25			
26			
27			
28			
29			
30			
31			
32			
33			
34			
35			